

3€

regards

DÉCEMBRE 2019

**LE CAPITALISME,
COMME SI
DE RIEN N'ÉTAIT**

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE DÉCEMBRE

LE CAPITALISME, COMME SI DE RIEN N'ÉTAIT

LA FIN DE CAPITALISME, C'EST POUR QUAND ?

- # Sauver le capitalisme ou le dépasser ?**
- # Trucs et astuces pour discipliner les salariés récalcitrants**
- # Déficits publics, dette, inflation : ces chiffres magiques qui nous gouvernent**
- # Néolibéralisme : en marche vers un système dépassé**

LE MACRONISME TUE

- # Salauds de pauvres : la plainte de l'homme blanc présidentiel**
- # Imposer l'austérité aux collectivités territoriales : la méthode Macron**
- # Emmanuel Macron en flagrant délit d'apologie du thatchérisme**
- # Le ruissellement de la pauvreté**



LA FIN DE CAPITALISME, C'EST POUR QUAND ?

Sauver le capitalisme ou le dépasser ?

**Lorsque qu'une crise du capitalisme devient trop éclatante,
on voit des loups se prendre pour des chiens
et proclamer le changement.**

En septembre 2008, énorme crise financière oblige, Nicolas Sarkozy décourrait que « l'idée de la toute-puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, était une idée folle ». Et il annonçait urbi et orbi « la fin du capitalisme financier ». Aujourd'hui, face aux énormes crises sociales et écologiques d'un capitalisme toujours néo-libéral et financiarisé, Emmanuel Macron remet ses pieds dans les mêmes pas, presque au mot près, comme il le fait aussi, par ailleurs, en matière d'immigration.

Il proclame à la Saint-Sylvestre que « le capitalisme ultra libéral guidé par le court terme et l'avidité de quelques-uns va vers sa fin ». Et il stigmatise en juin « les inégalités de ce capitalisme devenu fou ». Cependant, qu'en même temps, contre vents et marées de gilets

jaunes, il maintient le cap de sa baisse trumpienne des impôts sur le capital et de sa guerre sociale néolibérale. [1]
L'alerte est si forte, la crise du néolibéralisme si profonde et si grave que même ceux qui en sont les meneurs du jeu prétendent changer de base.

CE SONT EUX QUI LE DISENT

Ainsi, le Business Roundtable (BRT), influent lobby dirigé par le PDG de la banque JP Morgan en personne et qui rassemble 188 PDG de grandes entreprises américaines a publié le 19 août, une retentissante déclaration. Depuis des décennies, ils revendiquaient haut et fort la primauté des actionnaires et de la

1. Romaric Godin : la guerre sociale en France aux sources économiques de la démocratie autoritaire. La Découverte, septembre 2019

maximisation de la valeur actionnariale, c'est-à-dire des profits et des cours en bourse des actions. Ils affirment maintenant :

- « Nous nous engageons à :
- Apporter de la valeur à nos clients...
- Investir dans nos salariés...
- Traiter équitablement et éthiquement nos fournisseurs...
- Soutenir les communautés dans lesquelles nous travaillons. Nous [...] protégeons l'environnement en adoptant des pratiques durables dans toutes nos entreprises.
- Générer de la valeur à long terme pour les actionnaires... »

Et ils concluent : « Chacune de nos parties prenantes est décisive ». Pour un peu, on croirait Paul sur le chemin de Damas. Autre symptôme de l'étendue du malaise dans l'élite du capitalisme, le Financial Times soutient l'initiative du BRT et l'a largement popularisée. Il a mis en ligne le 18 septembre un dossier spécial, en accès libre, empha-

tiquement intitulé « Le nouvel agenda. Capitalisme : il est temps de réinitialiser ».

Certes, comme l'avait dit, paraît-il, Jacques Chirac, « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Comme il n'est pas question de réglementations et de transformation effective de la répartition des pouvoirs dans l'entreprise, mais avant tout d'autorégulation, cela ressemble beaucoup plus à une diversion et à une réinvention de la cosmétique Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) qu'à une nuit du 4 août. « Ces chefs d'entreprise pensent-ils véritablement ce qu'ils disent ?, interroge Joseph Stiglitz, ou leur déclaration n'est-elle qu'un gage rhétorique devant l'impopularité que leur vaut une mauvaise conduite trop répandue ? Il existe bien des raisons de croire qu'ils font montre d'une certaine hypocrisie, pour ne pas dire d'une hypocrisie certaine. » Et l'économiste de pointer la participation toujours active de ces patrons à l'évasion fiscale, à la déréglementation financière, à la politique de baisse

d'impôts de Donald Trump et à la prise en otage financière et lobbyiste de la politique.

Il y a cependant quelque chose d'encourageant dans cette évolution du discours. D'une part elle révèle l'inquiétude que le mot socialisme lui-même ne soit plus tabou aux USA et que le débat sorte enfin de son enfermement d'avoir à choisir entre une version trumpienne et une version « modérée » de la politique néolibérale. D'autre part, pour avoir un minimum de crédibilité, les dirigeants patronaux américains sont amenés à mettre sur la table la domination des actionnaires dans la gestion et la gouvernance des entreprises, c'est-à-dire non pas une question annexe mais l'un des piliers essentiels des institutions du capitalisme néolibéral. [2]

Les nouveaux livres de Thomas Piketty et de Joseph Stiglitz, parus ces dernières semaines et promis au succès contribuent

à aller bien au-delà de ces faux semblants. Ils aident à resituer le débat politique là où il devrait l'être : faut-il sauver le capitalisme ou faut-il le dépasser ? [3]

« SAUVER LE CAPITALISME DE LUI-MÊME »

Dans son livre *Peuple, pouvoirs et profits* qui vient de paraître dans sa traduction française, Joseph Stiglitz se concentre essentiellement sur le cas du capitalisme américain et de son évolution néo-libérale. Mais sa critique et le programme de réformes qu'il propose peut aussi contribuer au débat politique ici et maintenant. D'autant plus que le proluxe « prix Nobel » d'économie traite notamment de la façon de « réparer la mondialisation » autrement que par le protectionnisme, la guerre commerciale ou les accords de type CETA.

2. Grégoire Chamayou : *la société ingouvernable une généalogie du libéralisme autoritaire*. La fabrique, septembre 2018

3. Joseph E. Stiglitz : *Peuple pouvoir et profits*. Le capitalisme à l'heure de l'exaspération sociale. Les Liens qui Libèrent, Septembre 2019
Thomas Piketty : *Capital et idéologie*, Seuil, Septembre 2019

Pour Joseph Stiglitz, les structures, les institutions du capitalisme actuel et son emprise sur les comportements individuels créent une dynamique ravageuse pour la société et la planète et « auto-destructrice ». « Elle risque d'anéantir toute apparence de marché impartial et concurrentiel et toute démocratie digne de ce nom. » Les réformes devront être radicales, multiples et cohérentes. « Une légère modification du système n'y suffira pas. » Les réformes devront « à la fois de réglementer le marché et de faire ce que le marché ne peut pas faire ». « Les pays ont deux moyens d'acquérir de la richesse, explique Joseph Stiglitz, la créer ou la voler. » On peut s'enrichir en créant de nouveaux produits, en innovant, en investissant, en apprenant, en améliorant la qualification des travailleurs. Mais on peut aussi s'enrichir par les rentes, en prélevant sur les richesses, en « exploitant » une domination sur d'autres pays ou un pouvoir de marché. Le capitalisme néolibéral n'a pas libéré la création de richesse (la croissance américaine depuis les années 1980 est en moyenne ralentie). Il a multiplié les prélèvements

des rentes par les entreprises dominant les marchés et par l'accumulation financière. Un premier axe de réformes viserait donc à briser le « pouvoir de marché » des plus puissants et à rétablir l'équilibre de marché, par exemple en démantelant les géants du numérique à l'instar d'une politique anti-trust déjà appliquée à plusieurs reprises aux États-Unis.

Ses « réformes structurelles », analyse Romaric Godin, sont donc inversées par rapport au néolibéralisme : « Elles visent à briser le «pouvoir de marché» des plus puissants au nom de la démocratie... il ne s'agit pas d'avoir recours à l'État pour faire accepter la marchandisation de la société, mais de réduire et équilibrer cette marchandisation pour la rendre plus efficace et créer une économie plus redistributive ». Mais il s'agit bien de sauver le capitalisme, c'est-à-dire de maintenir l'essentiel de la propriété privée, du rôle régulateur du profit, de l'accumulation et de la croissance. Joseph Stiglitz livre beaucoup d'analyses simples et percutantes et de propositions stimulantes. Mais, comme le souligne Romaric Godin,

la crise sociale et écologique exigent sans doute « plus qu'un simple mouvement de balancier en faveur de l'État régulateur ». La perte de la recette de la croissance par le capitalisme peut être catastrophique si c'est ce système qui la gère selon ses propres paradigmes. Mais comme le souligne Jean-Marie Harribey, « au vu de la dégradation écologique, on serait plutôt enclin à considérer cette perte comme un bienfait pour trouver une autre problématique du progrès humain ».

LA JUSTICE VIENDRA...

A la différence de Joseph Stiglitz, Thomas Piketty considère que l'alternative à l'organisation socio-économique actuelle et au « récit hyper-inégalitaire qui s'est imposé depuis les années 1980-1990 » peut être celle d'un dépassement du système capitaliste. Il s'attache à la fin de son ouvrage à dessiner les contours « d'un nouveau socialisme participatif pour le XXI^{ème} siècle, c'est-à-dire une nouvelle perspective égalitaire à visée universelle, fondée sur la propriété sociale, l'éducation et le partage des savoirs et des pouvoirs ». Thomas Piketty n'a heureusement pas pour ambi-

tion d'apporter des réponses « totalement satisfaisantes » et des solutions toutes faites. Mais il prétend malgré tout fournir des éléments suffisamment élaborés pour être livrés à la discussion et contribuer à l'action collective.

Le simple fait de réinscrire le dépassement du capitalisme comme le projet politique possible et souhaitable pour sortir des maux de sa version actuelle est essentiel. Imaginez que le débat recommence à se focaliser sur cet enjeu ! En tout cas Les Echos de Bernard Arnaud ne s'y sont pas trompés et avec eux d'autres professeurs ès sciences économiques et ès sociologie de la nécessité du capitalisme (voir ici, là, ou là, ou encore là).

Comme la rappelait Paul Boccarra [4], le terme « dépassement », qu'il utilisait, lui aussi, pour qualifier ses propositions d'alternatives à « la crise du capitalisme mondialisé », renvoie à Karl Marx, « à ce qu'il appelle après Hegel, «le dépassement» ou «aufhebung» ». Ce concept ex-

4. Paul Boccarra : le Capital de Marx, son apport, son dépassement au-delà de l'économie. Le Temps des cerises, août 2012

pliquait-il, « veut signifier à la fois supprimer et conserver. Il s'agit ainsi d'arriver à avancer au-delà des libertés conservées des décentralisations et des souplesses des marchés développés dans le capitalisme, mais d'une tout autre façon et en éradiquant leurs maux sociaux. Il s'agirait donc de maîtriser et de commencer à dépasser les marchés et non de régresser par rapport à eux, en s'y opposant de façon étatiste, autoritaire, voire totalitaire comme jadis en Union soviétique ».

Pour sa part, et dans un état d'esprit que je trouve assez comparable, Thomas Piketty insiste notamment sur quatre grands enjeux : la propriété, l'éducation, la démocratie et la frontière. À chaque fois, c'est la question de la justice et non la suppression des différences qui sert de fil conducteur pour un dépassement de la société inégalitaire actuelle. Deux grandes propositions visent à répondre à la question des conditions « d'une propriété juste ». D'une part « développer de nouvelles formes de propriété sociale, de partage des droits de vote et de participation à la prise de décisions des entreprises ». Thomas Piketty les détaille

en distinguant soigneusement le cas des grandes et des petites entreprises où il considère que « la propriété privée continuera de jouer un rôle dans la société juste ». Dans le cas des grandes entreprises, selon lui, même si divers moyens sont envisageables, « la déconcentration de la propriété et le plafonnement des droits de vote actionnariaux les plus importants constituent les deux façons les plus naturelles d'aller au-delà de la co-gestion germanique et nordique ». Mais quel que soit son importance la propriété sociale et le partage des droits de vote ne suffiront pas à dépasser le capitalisme. « Il est donc, selon lui, essentiel de trouver des dispositifs institutionnels permettant d'éviter que la propriété se concentre sans limites » comme c'est le cas actuellement, « cela n'aurait aucun intérêt du point de vue de l'intérêt général ». Sa proposition qui le fait accuser d'être un partageux archaïque et liberticide consiste « à remplacer la notion de la propriété privée permanente par celle de propriété temporaire, au travers d'un impôt fortement progressif sur les propriétés importantes permettant de finan-


cer une dotation universelle en capital et d'organiser ainsi une circulation permanente des biens et des fortunes ». La proposition est radicale, et, comme on dit, cela dépoterait. Mais il me semble qu'elle mérite une vraie discussion parce que le financement des services publics et des biens communs comme le logement social me paraît davantage prioritaire que la mise en place d'une dotation universelle de capital.

Plus généralement, il me semble que les propositions de Thomas Piketty concernant la propriété laisse trop de côté l'enjeu des contenus des gestions des entreprises. Il s'agit de faire reculer, de dépasser les critères de rentabilité et la prédominance de l'accumulation du capital matériel et financier sur les dépenses de développement des êtres humains et la sauvegarde de la planète. Il tend de plus à insister surtout sur les enjeux économiques et démocratiques de la fiscalité et des budgets. Il sous-estime, me semble-t-il, l'importance des transformations nécessaires de la monnaie et du crédit depuis les banques et les marchés financiers jusqu'au

banques centrales et au système monétaire mondial toujours fondé sur la domination du dollar.

LA QUESTION CRUCIALE DE LA FRONTIÈRE

Une autre dimension essentielle des propositions de Thomas Piketty, concerne ce qu'il appelle la question de la frontière juste, question qu'il considère, à raison, comme « la plus délicate pour définir la société juste » et aussi l'une des plus urgentes. C'est là que la faiblesse idéologique, social et politique d'un projet égalitaire est la plus grande. La question a été évacuée par les sociaux-démocrates à l'époque de l'Etat-nation social de l'après-guerre. Et ils ne s'en sont « jamais véritablement saisis jusqu'ici, en particulier dans le cadre de l'Union européenne, et plus généralement au niveau mondial ». Le dépassement de la mondialisation actuelle devrait, selon lui, consister dans la mise en œuvre d'un « social fédéralisme » non seulement à l'échelle européenne mais aussi, sous des formes sans doute différentes à l'échelle mondiale. La crise du



régime actuel de la mondialisation est évidente. Mais il faut arriver à sortir du choix entre la poursuite du régime d'accords de libre échange du type CETA et les guerres commerciales et technologiques mobilisant les ressorts si dangereux du nationalisme.

Pour Thomas Piketty, il s'agirait de remplacer les actuels accords commerciaux par des traités beaucoup plus ambitieux de co-développement d'un type nouveau. La libéralisation des flux commerciaux et financiers n'en serait plus le cœur. Ils devraient inclure « des objectifs communs vérifiables (notamment sur l'impôt juste et les émissions carbone) et au besoin des procédures de délibération démocratique adaptées sous la forme d'assemblées transnationales) ». Ces propositions méritent certainement confrontations et développements. Mais ce qui importe le plus, c'est l'axe du travail idéologique et du combat politique qu'elles cherchent à construire.

O BERNARD MARX

Trucs et astuces pour discipliner les salariés récalcitrants

Dans son dernier essai, le philosophe Grégoire Chamayou explore comment les penseurs des classes dominantes ont mis au point dans les années 70 les théories, les concepts et les tactiques à même de discipliner aussi bien les travailleurs dans les entreprises que les Etats.

La Société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire (La Fabrique) est un essai de théorie économique, écrit par un philosophe, qui se lit comme un polar. Grégoire Chamayou nous emmène dans les tréfonds feutrés des hautes sphères du pouvoir, là où les intellectuels organiques des classes dominantes ont échafaudé les théories, les concepts et les tactiques encore à l'œuvre aujourd'hui pour défendre et consolider le «système de libre entreprise» qui leur est si cher.

Ça commence dans les années 1970. « Partout, ça se rebiffait » : es femmes, les racisés, les étudiants, les salariés, etc. Tous remettent en cause le capitalisme et ses institutions, menacent de se rendre «ingouvernables». Se concentrant sur la crise de la gouvernabilité qui affecte particulièrement l'entreprise, Chamayou analyse une par une les contre-attaques telles qu'elles seront élaborées puis appliquées pour mater chaque foyer potentiel d'insoumission. On pense tout de suite à la doctrine

néolibérale bien sûr, mais celle-ci n'est qu'une option stratégique parmi d'autres de ce vaste mouvement de réaction qui se déploie alors.

UNE HISTOIRE «PAR EN HAUT»

Si, à gauche, on a pu défendre l'écriture d'une histoire par en bas, celle des vaincus, des petites gens oubliées, Chamayou revendique pour sa part une histoire «par en haut», celle de nos adversaires. Et il s'avère que la matière est riche. Car le pouvoir est plus bavard qu'on pourrait le croire, si on se donne la peine d'aller creuser dans les archives, dans la littérature grise des manuels de management et des comptes-rendus de réunions de board. Les voix de prix Nobel d'économie s'entremêlent ainsi à celles de vulgaires coachs en «flingage» de syndicats, dans une symphonie virtuose de citations d'un cynisme ahurissant.

Il faut par exemple entendre le rapport de 1958 de la fondation Rockefeller s'inquiéter de la volonté de certains de développer un discours «éthique» sur la «responsabilité sociale» des entreprises, dans l'espoir d'accroître leur

légitimité. Car, si on applique les standards de la légitimité politique, sautera nécessairement aux yeux la contradiction entre «la tradition démocratique d'un gouvernement fondé sur le consentement et les procédures inévitablement hiérarchiques et autoritaires du business». Et le consultant en management Peter Drucker d'avertir : «Tous les despotismes éclairés ont fini par entraîner la révolution.» Décidément, on aurait tort de sous-estimer nos adversaires. Il faut les lire, rentrer dans leur tête, comprendre le machiavélisme de ce qu'ils ont mis en œuvre, avec succès, pour nous «contenir».

INDISCIPLINES OUVRIÈRES

Première difficulté, donc, à laquelle nos «élites» sont confrontées en ces tumultueuses décennies 1960 et 1970, alors même que le taux de profit baisse : es petites indisciplines ouvrières et les grandes grèves. Comment restaurer la discipline des travailleurs ? Le diagnostic est clair : habitués au confort matériel de la société de consommation, les salariés ont désormais une «trop faible tolérance à la frustration», estime un dirigeant de Ford. Ils n'ont plus assez peur

pour être dociles. La solution : aisser jouer à plein l'insécurité économique du dehors.

L'assurance-chômage doit être caractérisée non plus comme un droit conquis par les salariés au nom de la solidarité mais comme un dispositif moralement pervers incitant à la paresse et à une « culture de la pauvreté ». Il faut également détruire les syndicats, qui doivent être considérés non plus comme un contrepoids nécessaire au capital pour défendre les intérêts collectifs des travailleurs mais comme une entrave au bon fonctionnement du marché, en tant que « fixation monopolistique des salaires ».

Mais les travailleurs ne constituent pas le seul objet de préoccupation. Deuxième défi : comment contrôler les managers qui, n'étant plus propriétaires des entreprises qu'ils dirigent, ne seraient pas suffisamment incités à maximiser les profits ? Là encore, la réponse néolibérale de penseurs comme Henry Manne, fondateur du courant «Law and Economics», se trouvera au-dehors de l'entreprise : il s'agit de déréguler les marchés financiers, notamment les opérations de fusions acquisition, pour que

ceux-ci puissent peser au maximum sur la vie des entreprises.

Ainsi, lorsque le management d'une société sera considéré comme mauvais, le cours des actions baissera, incitant d'autres acteurs à racheter les titres et mettre en place un gestionnaire plus efficaces, c'est-à-dire à même de mener les «restructurations» et licenciements nécessaires pour augmenter le taux de profit. Manne souligne ainsi « le rôle que le marché boursier joue en tant qu'instrument de contrôle et de discipline des managers ».

REDÉFINIR L'ÉCONOMIE, DÉPOLITISER L'ENTREPRISE

Pour asseoir ce gouvernement par les marchés et écarter tout risque d'exigence de démocratie économique et d'autogestion, encore faut-il redéfinir l'économie. Ce dont se charge le célèbre économiste autrichien Hayek. L'économie ne doit plus être décrite comme l'art de gouverner une unité de production, tel que le suggère pourtant son étymologie – Oikos, le foyer –, car ce modèle assume la domination par un agent central hiérarchiquement supérieur et potentiellement tyrannique. L'économie doit être

ressaisie comme « catallaxie », propose Hayek, un mot forgé à partir du terme grec signifiant échange, comme marché donc, où chacun poursuit ses propres fins dans les règles d'un jeu universel, établies objectivement et automatiquement par les lois impersonnelles du marché et de la valeur actionnariale.

Pour ne plus être une cible concrète de contestation, l'entreprise doit, à l'instar de l'économie, être redéfinie, déréalisée et dépolitisée par une nouvelle théorie de la firme qui n'en fera plus qu'une « fiction juridique » servant de nœud « pour des relations contractuelles » entre salariés, actionnaires mais aussi fournisseurs, consommateurs, crédateurs.

Mais la contestation à laquelle sont confrontées les entreprises n'émane pas uniquement de l'intérieur. Il va falloir gérer les accusations d'acteurs extérieurs, les mouvements ou ONG écologistes par exemple, dont les alertes risquent de déboucher sur de contraignantes régulations étatiques. Parallèlement à l'offensive théorique néolibérale visant à diffuser une conception dépolitisée de l'entreprise, se développe un savoir-faire concret pour fragiliser les contestataires et mettre en échec les projets de régulation coercitive.

Un ancien officier du renseignement américain reconverti en consultant expliquera ainsi à Nestlé comment l'entreprise mise en cause doit insister sur l'importance du « dialogue », mais seulement après avoir identifié les différents types de détracteurs auxquels elle est confrontée, identifié les interlocuteurs intéressants, c'est à dire les « réalistes » – les opposants les plus « radicaux » ayant été au préalable soigneusement disqualifiés et isolés, pour pouvoir tranquillement « négocier » autour de concessions minimales.

Plus fondamentalement, l'enjeu ultime et explicitement énoncé comme tel, sera de limiter la démocratie et de discipliner l'Etat lui-même. Ce dernier risque en effet toujours d'être tenté, pour de basses raisons électoralistes, de céder aux demandes de ses citoyens, que ce soit en termes de services publics, de redistribution des richesses ou de régulation environnementale. Là encore, la réponse se logera dans des marchés financiers dûment libéralisés, dont l'Etat doit dépendre pour financer son budget. Il ne s'agit pas d'émasculer entièrement l'Etat, mais de configurer un Etat intransigeant face aux revendications du corps social mais accommodant avec

les entreprises. Un Etat fort avec les faibles et faible avec les forts.

«MICROPOLITIQUE»

Plus encore qu'une idéologie cherchant à séduire l'opinion publique, le néolibéralisme est une technologie politique, démontre magistralement Chamayou. Il faut dire que la «bataille des idées» est difficile à gagner quand on défend des mesures autoritaires et inégalitaires.

Certes, les néolibéraux n'ont pas ménagé leurs efforts pour diffuser certains thèmes comme le «nécessaire équilibre budgétaire» dans le débat public. Mais les plus subtils d'entre eux ont compris que l'essentiel était ailleurs. Plutôt que d'essayer de vanter les mérites de la privatisation par exemple, la stratégie néolibérale a consisté, se gargariser le théoricien Madsen Pirie, à mettre au point de subtiles tactiques de « micro-politique », d'ingénierie sociale générant « des circonstances dans lesquelles les individus seront motivés à préférer et à embrasser l'alternative de l'offre privée, et dans lesquels les gens prendront individuellement et volontairement les décisions dont l'effet cumulatif sera de faire advenir l'état de choses désiré ».

Il ne s'agit pas de privatiser d'un coup d'un seul l'intégralité d'un secteur, mais de simplement laisser le service public se dégrader et laisser se développer une offre privée à côté. Nul besoin de convaincre les gens, il suffit de « modifier les choix que font les gens, en altérant les circonstances de ces choix ». S'il demeure incontournable de faire sauter certains verrous législatifs – un changement de statut, une ouverture à la concurrence – et par conséquent d'affronter quelques conflits sociaux de taille, une fois l'épreuve de force passée, «l'effet de cliquet» jouera de lui-même. Difficile de ne pas songer aux dénégations qui ont accompagné le simple «changement de statut» de la SNCF imposé au printemps dernier par le gouvernement de Macron, qui, la main sur le cœur, jurait qu'il ne s'agissait nullement d'un préalable à la privatisation du ferroviaire.

Contre les travailleurs, contre les managers, contre les Etats, la gouvernance par les marchés financiers à tous les étages est l'arme de prédilection du néolibéralisme pour neutraliser ses deux bêtes noires : la démocratie et l'autogestion. Deux bêtes noires qu'il est donc crucial de réanimer. **O LAURA RAIM**



Déficits publics, dette, inflation : ces chiffres magiques qui nous gouvernent

La «règle d'or» et les contraintes chiffrées que l'UE a imposées à ses États-membres pour l'endettement et les dépenses publiques ont été fixées au jugé, sans réel fondement économique. Mais elles ont permis d'imposer une idéologie et des politiques bien réelles...

Les intérêts de l'oligarchie ne sont jamais aussi bien servis que lorsqu'ils sont déguisés en "bonne gestion des finances publiques". L'Union européenne est passée maîtresse dans l'art de masquer derrière des principes comptables des choix hautement politiques. Depuis la crise de la dette souveraine de 2010, on ne cesse de le marteler : es États européens doivent « respecter les règles », il en irait tout simplement du fonctionnement fluide de la machine-euro...

Contre cet enfumage, il est impératif de

désacraliser les chiffres qui sous-tendent ces soi-disant "règles d'or" et de rappeler les orientations idéologiques – et les intérêts particuliers, qui ont très directement façonné les critères de la supposée "bonne gouvernance" monétaire et budgétaire du "système euro".

LES APPARENCES DE LA NEUTRALITÉ

Ainsi, par exemple, la cible annuelle d'inflation de seulement 2% déterminée par la Banque centrale européenne a-t-elle

toutes les apparences de la neutralité technique. La BCE la justifie sur son site par son souci de contribuer à un « environnement économique favorable » et à « un niveau d'emploi élevé ». Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'une faible progression des prix vise surtout à préserver les investisseurs contre l'érosion de la valeur réelle de leurs créances, l'inflation participant à « l'euthanasie des rentiers » comme disait Keynes... Le chiffre de 2% n'a rien d'objectivement « optimal ». L'ancien chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, prône d'ailleurs une inflation de 5 à 6%, comme moyen de faire fondre mécaniquement les dettes publiques. Mais une telle proposition a peu de chance d'être entendue...

Quant au plafonnement dans les traités européens des déficits publics à 3% du PIB et de la dette publique à 60% du PIB, son origine est pour le moins anecdotique : il provient d'une décision de l'équipe d'économistes qui entourait le président François Mitterrand en 1981. Parmi eux, Guy Abeille, qui raconte au Parisien en 2012 : « On a imaginé ce chiffre de 3% en moins d'une heure, il

est né sur un coin de table, sans aucune réflexion théorique. (...) Mitterrand [voulait] qu'on lui fournisse rapidement une règle facile, qui sonne économiste et puisse être opposée aux ministres qui défilaient dans son bureau pour lui réclamer de l'argent ». L'équipe choisit le 3 : « C'est un bon chiffre, un chiffre qui a traversé les époques, cela faisait penser à la Trinité ».

La règle des 60% pour les dettes n'est pas mieux fondée puisqu'elle découle elle-même des 3% de déficit ! Elle correspond en effet au niveau où se stabilise le ratio dette / PIB sous des hypothèses moyennes de taux de croissance et de taux d'intérêt lorsque le déficit est à 3%.

NEUTRALISER L'ACTION POLITIQUE

Ce sont pourtant ces critères de convergence, littéralement sortis du chapeau, qui seront inscrits dans le traité de Maastricht de 1992 et renforcés en 2012 dans le cadre du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Celui-ci impose notamment

aux pays dépassant les seuils de 3% et 60% de soumettre à la Commission et au Conseil européens leurs programmes de réformes structurelles contraignants, ainsi que leurs projets d'émission de dette. Le TSCG prévoit en outre l'inscription d'une "règle d'or" dans les constitutions nationales, soit un « mécanisme de correction automatique » des finances publiques déclenché lorsque le déficit structurel dépasse 0,5% du PIB. Bien entendu, ce dispositif « ne sera pas soumis à la délibération parlementaire », précise le Traité.

Bref, des mesures de "bonne gestion" appliquées en mode "pilotage automatique", bien faites pour brider les investissements publics – l'obligation d'atteindre l'équilibre budgétaire fermant en pratique la voie de l'emprunt –, ouvrir la santé, l'éducation ou encore l'énergie au secteur privé et, plus profondément, neutraliser l'action politique autonome et discrétionnaire en matière économique. Aussi arbitraires soient-elles, ces contraintes budgétaires s'avèreront ainsi des armes redoutables au service des intérêts privés pour abattre l'État social. L'ultralibéral Alain Madelin vendait la

mèche dès 1992 : le Traité de Maastricht est « une assurance-vie contre le retour de l'expérience socialiste pure et dure », se réjouissait-il. La Grèce en sait quelque chose. L'élection en 2015 du candidat de la gauche radicale, qui s'engageait à rompre avec les politiques d'austérité et de privatisations qui tuent son pays à petit feu depuis cinq ans ne changera rien : après avoir livré bataille quelques mois, Alexis Tsipras renoncera à son programme et poursuivra la destruction des services et droits sociaux au nom du "respect des règles" européennes. Décidément, les 3% sont l'ennemi des 99%...

O LAURA RAIM

Néolibéralisme : en marche vers un système dépassé

**Bernard Marx se penche sur le « Nouveau Monde »
d'Emmanuel Macron.**

Depuis deux ans et demi qu'il préside l'État français, Emmanuel Macron mène une politique intensément néolibérale. « Le néolibéralisme, explique Romaric Godin [1], défend l'idée que l'État doit, dans l'intérêt général, se placer du côté du capital pour favoriser la création de richesses à partager par une marchandisation élargie de la société . » Il a pour paradigme, la réduction de l'État – pour ce qui est de l'économie – au rôle d'organisateur des marchés, la croyance dans la justice des mécanismes de marché, la méfiance dans la notion de justice sociale et la priorité donnée au capital sur le travail.

En résumé, explique -t-il, le néolibéralisme est surtout le mode d'existence du capitalisme contemporain, notamment dans les pays de l'OCDE. « Il correspond à la façon dont le capitalisme a réagi, dans les années 1970, au risque inflationniste et à la baisse de la part du capital dans le partage de la valeur ajoutée. » Il a été mis en œuvre avec vigueur et de façon très systématique dans les pays anglo-saxons depuis les années 1980 et avec plus ou moins d'intensité et d'adaptations selon les cultures et les situations diverses des économies nationales. La France s'est certes coulée dans ce nouveau paradigme dominant. Mais, analyse Romaric Godin, elle l'a fait « en préservant plus que d'autres pays les intérêts du travail et en limitant autant que possible l'adhésion de l'État à ceux

1. Romaric Godin : la guerre sociale en France. Aux sources économiques de la démocratie autoritaire. La découverte, septembre 2019.

du capital ». « Cela ne veut pas dire, ajoute-t-il, que le néolibéralisme n'était pas appliqué en France loin de là ; simplement, il fallait à «chaque réforme» donner des gages au travail. » Les oppositions et les luttes sociales ont souvent limité la casse, si non bloqué les projets et l'adhésion culturelle a été moins massive qu'ailleurs.

UNE POLITIQUE RADICALEMENT NÉOLIBÉRALE

« Avec l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, c'est l'idée même de cet équilibre qui est remise en cause. » La mise en œuvre du projet néolibéral en France est radicale. La fiscalité des plus riches a été immédiatement abaissée. Le détricotage du modèle social français est systématique. L'exonération continue des cotisations prive la Sécurité sociale de recettes, crée son déficit et justifie de nouvelles attaques. La réduction du rythme des dépenses publiques dégrade structurellement les services publics essentiels de la santé et de l'éducation en même temps qu'elle ouvre la voie à l'extension de leurs privatisations. L'emploi fait les frais de la chasse obsessionnelle aux contraintes : li-

béralisation des secteurs d'activités, décentralisation de la négociation collective, haro sur l'assistanat, suppressions des contrats aidés, refonte drastique de l'assurance chômage qui va plonger des centaines de milliers de chômeurs dans la précarité. Dans le néolibéralisme rappelle Romaric Godin, le travail « est un élément de la production dont le volume et le prix doivent être déterminés par le marché, donc par les besoins du capital ». « Le macronisme tente de faire passer cette soumission pour un progrès social » au motif qu'il prétend, en même temps, « améliorer la capacité marchande de chacun. » Mais le compte n'y est pas. Et il ne peut pas l'être. Le progressisme n'est qu'un leurre puisqu'il « ne discute pas ou à la marge le résultat de la loi du marché, et qu'il estime que la redistribution est trop forte ».

La plupart des autres réformes engagées vont dans le même sens. La loi Elan sur le logement (2018) censée permettre un choc d'offre en allégeant les réglementations, a surtout fragilisé encore davantage le logement social en institutionnalisant la financiarisation de son financement. La loi Pacte (2019) sur les entreprises est une loi de déréglementation économique affai-

blissant encore plus les protections dont bénéficient les salariés. Elle met en œuvre de nouvelles privatisations emblématiques (Aéroport de Paris, Française des jeux) et innove sur de nombreux points, pour faire de l'entreprise le « centre de la société ».

En principe, la vague ne doit pas s'arrêter là : la réforme des retraites vise à bloquer en dessous de 14% la part des retraites financé par le système public par répartition, alors que le nombre de retraités va augmenter progressivement de 25% d'ici à 2050. Il en résulterait un appauvrissement des retraités et un champ nouveau de prospection pour les fonds de retraites par capitalisation, comme cela s'est fait là où le même type de réforme a été mis en place.

La création du revenu universel d'activité (RUA), « la mal nommée prestation qui doit rassembler les minima sociaux [...] sera fortement conditionnée à une activité, et, étant à budget constant, le RUA annonce en réalité une baisse des prestations. In fine ce sera bien une arme pour « marchandiser » davantage le travail et constituer une « armée de réserve industrielle » », avertit Romaric Godin.

Quant à la loi mobilité, qui ne traite nulle-

ment d'une relance des investissements dans les transports publics ferroviaires, elle devrait surtout permettre aux plateformes de transport et de distribution d'échapper à une requalification des entrepreneurs fictifs – qu'ils emploient massivement – en salariés.

Bien entendu dans ce cap néolibéral, il est aussi difficile de mettre en œuvre des réformes répondant à l'urgence écologique et climatique que de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille. La taxe carbone sur les carburants mise en place sans se soucier des répercussions sociales et économiques est allée dans le mur. Elle a laissé place à l'absence de politique et au trop plein des paroles verbales et des actes de communication.

TOTALEMENT À CONTRETEMPS

Le grand hic est que la transformation macronienne et radicalement néolibérale de la France n'entraîne pas – fut ce à marche forcée – vers une nouvelle modernité, mais dans un type de capitalisme profondément en crise, et qui ne pourra survivre. C'est, comme le dit Ro-

maric Godin, « une révolution à contre-temps ».

Cette politique est une impasse pour la France, juge-t-il. « Le pays est tellement désindustrialisé que l'obsession de la compétitivité-coût a peu d'impact sur l'activité [...] La start up nation est un mythe. La promesse macroniste de bâtir une société d'entrepreneurs inventeurs créant des entreprises innovantes valorisées par la finance, repose principalement sur du vent. » Ou, pour le dire comme l'économiste Olivier Passet, dans cet angélisme on passe vite du slogan à l'imposture.

En fait, le système ne s'est pas remis de la crise de 2008 comme on se rétablit après une maladie grave. La croissance a repris mais en réalité de façon ralentie. Et la crise du néolibéralisme est devenue de plus en plus systémique. Comme le note l'économiste Michel Aglietta, dans un ouvrage récemment paru [2] : « Certaines caractéristiques de la «Belle époque», c'est-à-

dire la maturation des conditions du conflit mondial qui a mis un terme à l'âge classique de la première globalisation, réapparaissent la montée des inégalités sociales aux extrêmes, l'immense concentration du pouvoir et de la richesse des classes dirigeantes, la multiplicité des rivalités géopolitiques, le déclin relatif de la puissance hégémonique ».

Partout dans le monde, et en France aussi, la société est redevenue « ingouvernable » comme il y a un demi-siècle [3]. Sauf qu'à l'époque, c'est la vague néolibérale qui a eu raison pour un temps des contradictions économiques et des contestations sociales et politiques du régime de croissance de l'après-guerre. Tandis que maintenant, c'est ce régime-là qui est à bout de souffle.

UN SPECTRE HANTE LES ÉCONOMISTES

Le climat intellectuel évolue, même parmi les économistes. Témoin, les Journées de l'économie qui se sont tenues

2. Michel Aglietta (Sous la direction de) : Capitalisme Le temps des ruptures. Odile Jacob, novembre 2019. Le livre fait suite à un rapport de recherche collectif.

3. Grégoire Chamayou : la société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire. La Fabrique, 4^{ème} trimestre 2018.

début novembre à Lyon. Elles réunissent chaque année « l'élite » de la profession dans une certaine diversité, mais le plus souvent sans sa composante « atterrée », ou alors sur des strapontins. C'était le cas cette année encore. Mais le spectre de la fin du régime néolibéral commence sérieusement à hanter les esprits. Même Philippe Aghion, le professeur de social-libéralisme au Collège de France, pense que « le libéralisme économique débridé n'est pas soutenable ». Bien entendu, il croit encore possible de changer peu de choses pour ne rien changer. Il mise sur les actionnaires pour promouvoir la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises, sur les consommateurs pour pousser les marchés à investir dans le Vert et sur l'État pour arrêter les fusions acquisitions sans limites. Patrick Artus, chef économiste de Natixis et membre du Conseil d'administration de Total, l'un des économistes préférés des grands médias français, a rappelé son collègue au sens des réalités. Il est vrai qu'il ne méprise pas toujours les analyses économiques de base de Marx. Quand il y a crise systémique du capitalisme, le problème central c'est la renta-

bilité et le capital accumulé, c'est à dire le cœur du réacteur. On ne peut donc pas miser sur le capitalisme pour changer de trajectoire et de modèle. Il va falloir faire trois choses, explique-t-il. Premièrement, il va falloir obtenir des entreprises et des actionnaires des entreprises qu'ils acceptent de passer de 15% de rentabilité à 6%. Deuxièmement il va falloir détruire une quantité considérable de capital qu'on ne veut plus utiliser : les usines électriques au charbon, les gisements de pétrole etc., etc. Et troisièmement il va falloir reterritorialiser la production dans des endroits où les coûts salariaux sont plus élevés. Des changements beaucoup plus profonds qu'une simple réduction des dérives du néolibéralisme. Mais l'économiste dérape lorsqu'il affirme que tout cela exige « un pouvoir fort, nécessairement dirigiste, avec des règles extrêmement strictes ».

C'est à l'inverse qu'il faudrait appeler : à une extension inédite de la démocratie sociale, économique et politique, du niveau des territoires jusqu'au niveau international.

O BERNARD MARX



LE MACRONISME TUE

Salauds de pauvres : la plainte de l'homme blanc présidentiel

Pour son discours au congrès de la Mutualité, Emmanuel Macron a frappé fort : « pognon de dingue dans les minima sociaux », « ceux qui tombent pauvres, ils restent pauvres », etc. Le mépris familial aux accents du ruissellement de la responsabilité.

Lourdement lesté par son statut amplement mérité de « président des riches », le discours d'Emmanuel Macron au congrès de la Mutualité française, ce mercredi 13 juin, avait été savamment orchestré par la pléthorique cellule communication de l'Elysée. On allait voir ce qu'on allait voir. Avec ce délicieux discours prétentieux servi en boucle depuis un an, était donc annoncé : « Un discours stratégique sur une

nouvelle manière de prévenir les grands risques sociaux comme le chômage, la maladie et la retraite. Cette vision, au fur et à mesure des réformes sectorielles, a un peu perdu de sa visibilité. » Car n'oublions pas, là où tant de tâches ne proposent que des mesurètes forcément coûteuses, le président descendu de l'Olympe livre une pensée complexe et élaborée.

Ce discours ne serait donc pas un « tournant social » mais un « approfondissement » qui « veut prendre les inégalités à la racine pour les résoudre ». Disons-le franchement, le discours présidentiel a bien été à la hauteur de ce qui avait été préalablement annoncé sur au moins un point : il n'y a effectivement aucun tournant social. Rien, zéro.

LA THÉORIE CONTREDITE PAR LA PRATIQUE

Si on ne peut qu'approuver une approche qui consiste à ne pas simplement se contenter du volet curatif en développant aussi la prévention, il est totalement contredit par les politiques publiques à l'œuvre. Ne prenons en exemple qu'un seul cas de figure celui de la médecine scolaire, ou tout du moins ce qu'il en reste. En Seine-Saint-Denis, 17 des 49 postes de médecins scolaires n'étaient pas pourvus il y a peu. Pour se faire une idée plus précise du désastre, à Bobigny, préfecture du département, il n'y aurait ainsi plus « qu'un demi-poste pour 29 écoles, 4 collèges et 3 lycées », bref autant dire que pour la prévention,

ça ne va pas être simple. La médecine du travail est de même sans cesse affaiblie, en particulier dans la fonction publique.

À défaut de pensée visionnaire, profonde et stratégique, intéressons-nous tout de même à l'idéologie présidentielle, à vrai dire, il faudrait plutôt parler de son dogmatisme libéral voire libertarien. Dans une vidéo saisissante (ici par exemple) du Président, on entendra notamment : « Il faut prévenir la pauvreté et responsabiliser les gens pour qu'ils sortent de la pauvreté ». Car bien sûr s'il y a de la pauvreté, c'est parce que les gens sont irresponsables, il s'y complaise voyez vous mon bon monsieur. Des assistés, Jupiter vous le dit : « On met un pognon de dingue dans les minima sociaux, les gens sont quand même pauvres », « ceux qui tombent pauvres, ils restent pauvres ». Cette dernière phrase est en soi tout un poème.

Le Président ? Toujours exigeant. Pas encore satisfait du discours qu'il prononcera demain au congrès de la Mutualité, il nous précise donc le bref ! Au boulot !
– Sibeth Ndiaye (@SibNdiaye) 12 juin 2018

UNE MALADIE NOMÉE «PAUVRETÉ»

Car voilà un concept fort intéressant que ce «tomber pauvre». On devient donc pauvre comme on tombe amoureux, malade. C'est comme ça, mélange de faute à pas de chance, d'accidents de la vie et de comportements inadéquats. La responsabilité de dizaines d'années de politique de déréglementation en tout genre ? Vous n'y pensez pas. La concurrence extrêmement libre et totalement faussée qui a généré des déserts industriels sur des pans entiers du territoire ? Évidemment rien à voir. Les politiques de réductions des coûts qui ont asphyxié les villes petites et moyennes ? Vous délirez. Au fond, on «tombe pauvre» comme on «meurt de froid». Dans un cas, c'est la faute du froid, méchant va, et non en raison de la misère dans l'autre, c'est la faute du pauvre, gavé aux allocations.

Il est vrai qu'une autre approche pointerait les responsabilités de Macron Emmanuel, lui qui, successivement a été rapporteur de la mission Attali, ministre de l'Économie, secrétaire général ad-

joint de l'Élysée, et désormais président de la République. Autant dire un crime de lèse-majesté.

Il y a peu, ce président arrogant déclarait lors de la remise du plan Borloo sur les banlieues : « Que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent l'un rapport, l'autre disant «on m'a remis un plan»... Ce n'est pas vrai. Cela ne marche plus comme ça ». Le procédé était un peu curieux puisque c'est le président de la République lui-même qui avait demandé ce rapport, mais prenons le au mot. Inapte à parler des quartiers populaires, il n'est pas sûr non plus qu'un président issu du monde de la finance et qui s'est composé un gouvernement d'assujettis à l'ISF soit qualifié en quoi que ce soit pour régler la pauvreté dans ce pays. « Cela ne marche plus comme ça ».

O GUILLAUME LIÉGARD



Imposer l'austérité aux collectivités territoriales : la méthode Macron

Le 17 octobre, Jacqueline Gourault tenait un discours optimiste sur le sort réservé aux collectivités territoriales dans le budget 2019. En réalité, le gouvernement renforce la logique austéritaire en imposant des «contrats» de réductions budgétaires aux collectivités.

Mardi 16 octobre, le remaniement ministériel a finalement eu lieu. Jacqueline Gourault, précédemment ministre auprès du ministre de l'Intérieur, a obtenu le poste de ministre de la Cohésion des territoires. Elle hérite d'un dossier potentiellement houleux : les collectivités territoriales.

Depuis les années 1980, les vagues de réformes s'enchaînent pour tantôt décentraliser des compétences de l'Etat, remodeler les collectivités territoriales et surtout pour réduire les dépenses publiques. A l'occasion de la Conférence des Villes en septembre dernier, le Premier ministre présentait la méthode miracle du gouvernement

Macron : contractualiser les dépenses des collectivités territoriales et stabiliser leurs financements par l'Etat.

TOUR DE PASSE-PASSE AVEC L'ARGENT DES COLLECTIVITÉS

C'est la même musique qui est jouée mercredi 17 octobre au matin par la ministre Gourault au micro de France Inter :

« C'est ce gouvernement qui a arrêté de baisser les dotations pour les collectivités territoriales, il faut le dire aussi simplement que ça, par un dialogue et une contractualisation. »

Et Léa Salamé de relancer : « Vous dites qu'il n'y a pas eu de baisse de la dotation et c'est vrai ». Et pourtant.

En dix ans la principale dotation de l'Etat pour les collectivités territoriales – la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) – a presque chuté de moitié. De fait, elle passe de 40 milliards d'euros en 2008 sous Nicolas Sarkozy à 36,6 milliards en 2015 avec François Hollande pour finir à 26,95 milliards en 2018 avec Emmanuel Macron.

Dans son budget pour 2019, le gouvernement confirme la tendance de grave baisse des dotations de fonctionnement pour les collectivités territoriales. De façon relativement hypocrite, les chiffres annoncés par le gouvernement pour l'année 2019 sont stables par rapport à 2018, sauf si on y ajoute l'augmentation de l'inflation. « Avec une hypothèse d'inflation à 1,7%, ce «gel» devient en réalité un recul dans nos territoires », analyse l'Association des Maires de France (AMF).

De son côté, le président du Comité des finances locales (CFL), le socialiste André Laignel, explique que « derrière l'ap-

parente stabilité de la DGF, vous aurez à nouveau des milliers de communes, peut-être 5000 ou 6000, qui verront leurs dotations baisser », tandis que la répartition inégalitaire de certaines dotations ont conduit 67% des petites villes à voir leur dotation forfaitaire baisser en 2018 selon l'Association des Petites Villes de France. André Laignel qualifie alors le budget 2019 de « trompe-l'œil » masquant des restrictions derrière des subtilités techniques.

L'ASSERVISSEMENT CONTRACTUEL DES TERRITOIRES

En effet, la méthode est subtile. Elle consiste en un tour de passe-passe très technique. Un article du budget prévoit notamment de baisser des dotations que l'Etat verse aux collectivités en compensation de la suppression de la taxe professionnelle de 2010. La baisse de 145 millions d'euros se fera sur les départements et l'essentiel des communes. Le pactole, à hauteur de 107 millions, profitera aux intercommunalités (EPCI) au fonctionnement

davantage tourné vers le marché et la restriction budgétaire. Le reste servira à financer une dette que l'Etat avait envers les départements. Enfin, pour les régions, l'Etat opère un « ajustement » sur les fonds de compensation issus de la TVA pour les régions. Dans ce mécanisme compliqué il cherche à récupérer 14 millions d'euros en 2019 et plusieurs centaines de millions d'euros en 2021. Baisse de 7,81% pour la « mission relation avec les collectivités territoriales », de 25,5% pour la dotation de soutien à l'investissement local et baisses également dans les dotations générales de décentralisation. En somme, que ce soit en valeur nominale ou en prenant en compte l'inflation, les différentes lignes budgétaires pour les collectivités territoriales baissent en 2019 par rapport à 2018.

La nouveauté du gouvernement Macron réside dans ses « contrats de maîtrise de la dépense ». Présentés l'année dernière, ces contrats concernent les 322 collectivités les plus importantes. En signant, elles s'engagent à maîtriser la hausse des dépenses de fonctionne-

ment en dessous de 1,2%. En clair, les collectivités s'engagent à limiter leurs dépenses pour permettre à l'État d'économiser 13 milliards d'euros durant le quinquennat. En cas de non respect de cette ligne budgétaire, les collectivités devront s'acquitter d'une pénalité de 75%. Malgré son nom de « contrat », la maîtrise de la dépense s'impose à toutes ces collectivités : pour celles qui n'ont pas daigné signer, les pénalités en cas de non-respect montent à 100%. La méthode est bien ficelée.

Contractualisation de l'austérité, baisses subtiles mais certaines de dotations, voilà donc comment s'annonce l'horizon pour 2019. Les conséquences à prévoir n'ont rien d'original : baisse en dépenses de personnel avec des suppressions de postes, diminution de la qualité des services à la population, notamment les financements aux associations, les rénovations de bâtiment, les crèches et écoles, etc.

○ ARTHUR BRAULT-MOREAU



Emmanuel Macron en flagrant délit d'apologie du thatchérisme

Le ministre de l'Économie est intervenu dans une émission de la BBC consacrée à la France. Entre trois éloges des «réformes» et deux aphorismes édifiants, il a confié ses regrets que notre pays n'ait pas pris le train des années Thatcher.

Emmanuel Macron est fascinant, tant il incarne, aussi bien dans son discours que dans les politiques qu'il met en œuvre, l'achèvement du virage libéral du Parti socialiste. En toute quiétude, en toute certitude et en toute bonne conscience, ce qui lui permet de réciter le bréviaire du libéralisme sans ciller ni percevoir de quels renoncements il se fait l'agent (lire aussi «Macron, portrait du liquidateur»).

LES RÉFORMES, LES RÉFORMES, LES RÉFORMES !

Cette fois, c'est dans le cadre d'une émission de la BBC consacrée à la France, Quelle Catastrophe ! France with Robert Peston (Robert Peston est un journaliste économique) qu'il a exprimé ses convictions habituelles, probablement confiant dans leur bonne réception par le pays porte-drapeau du

libéralisme en Europe. Cela explique peut-être qu'il n'a pas pris beaucoup de précautions pour exprimer son admiration envers les politiques menées dans les années 80 par le gouvernement de Margaret Thatcher :

« Quand on compare [la France] avec le Royaume-Uni dans les années 80, la grande différence est que nous n'avons pas assuré [les réformes] à l'époque. Les Français se rendent compte que les autres ont décidé de changer et que nous sommes les seuls à ne pas réformer notre propre système. »

C'est dit. Peu importent la brutalité avec laquelle la dame de fer a appliqué sa politique, les ravages sociaux qu'elle a provoqués et ses conséquences politiques. La nécessité-des-réformes est aussi naturelle que l'air ou l'eau, elle n'est pas discutable. Macron pense certainement que «les réformes» ne sont ni de droite, ni de gauche. Elles sont. C'est le sens de ses références constantes à la réalité réelle, à cet ordre de la nécessité indiscutable et de l'absence d'alternative, le sens de ces redondances dont il a encore livré quelques échantillons à la BBC :

« Je pense que les gens pensent que nous avons besoin de réformes. Nous

voulons faire des réformes, alors nous allons faire des réformes. »

FORCE D'AUTO-CONVICTION

Sa force de conviction confine à la méthode Coué, et elle trahit aussi l'effacement de la gauche critique et de ses valeurs, tout en proposant une analyse politique elle-même dans le déni :

« Les Français sont totalement en ligne avec notre volonté de réformer le pays. Et quand ils ne sont pas contents, c'est parce que nous ne le réformons pas assez. »

Gérard Filoche, également interrogé au cours de l'enquête, appréciera. Nul doute qu'il interprétera aussi, ce mécréant, la déclaration suivante comme une manière d'annoncer la liquidation du « modèle social » qu'elle évoque :

« Les Français sont extrêmement attachés à leur modèle social. Si nous voulons qu'il soit durable dans cette mondialisation, nous devons gagner, nous devons nous réadapter. »

Il faut réformer, parce qu'il n'y pas d'alternative, parce que « la mondialisation est une opportunité » bien que les Français aient décidément du mal à le comprendre. Voyez-vous, « un des grands

principes du populisme, c'est de promouvoir des idées idiotes ». Hélas, les sachants ont mal expliqué la mondialisation heureuse :

« Si vous réformez, si vous expliquez, si vous êtes décidé, si vous êtes leader, il n'y a pas de place pour le Front national. Notre erreur est de ne pas avoir assez expliqué que la mondialisation peut être une opportunité si elle est bien gérée. »

Emmanuel Macron est un leader : c'est probablement la raison pour laquelle il parle toujours comme un évangéliste, un motivateur de formation «force de vente» ou un auteur du rayon «développement personnel» de la Fnac. Laissons-lui ce (foudroyant) mot de la fin, que l'on ajoute à notre collection de Macron Philosophie, mise à jour dans le portfolio ci-après :

« On ne commence jamais un match de football en pensant qu'on va perdre. »

O JÉRÔME LATTÀ

Le ruissellement de la pauvreté

Dans son dernier rapport annuel, l'ONG Oxfam, qui lutte contre les inégalités, revient sur la responsabilité des grandes entreprises françaises dans le creusement de ces inégalités. Analyse.

L'amplification continue des inégalités en France est un constat désormais d'une rare banalité. Loin des supercheres et autres escroqueries du discours présidentiel sur « les premiers de cordées », deux nouvelles études viennent de démontrer le caractère prédateur du néolibéralisme d'une part, l'aggravation de la situation des populations les plus fragiles d'autres part.

LA FRANCE, ROYAUME DES RENTIERS

L'organisation non gouvernementale Oxfam a publié le 11 mai une enquête : CAC 40 des profits sans partage. La lecture de ce rapport de 84 pages permet de d'appréhender le

coût exorbitant du capital dans ce pays. En moyenne, sur la période 2009-2016, les entreprises du CAC 40 ont reversé 67,4% des bénéfices aux actionnaires et accordé 27,3% au réinvestissement dans l'entreprise. Ah, j'allais oublier, les salariés eux se sont contentés de 5,3%. Selon, l'ONG, la France est même devenue championne du monde en matière de redistributions des dividendes.

La progression de la part dévolue aux actionnaires est en effet spectaculaire : « Les entreprises du CAC 40 n'ont pas toujours été aussi généreuses avec leurs actionnaires : si elles leur ont distribué plus de 67% de leurs bénéfices en 2016, ce taux ne dépassait pas les 30% dans les années 2000 ».

RESPONSABILITÉ DES GRANDS GROUPES FRANÇAIS

Au-delà de la voracité sans limite des actionnaires, c'est la capacité des grands groupes à agir contre la société qui apparaît au grand jour. Ils utilisent pour cela deux leviers : le premier consiste à « exercer une pression à la baisse sur les salaires au sein de leurs groupes et dans leurs chaînes d'approvisionnement », ce qui aboutit à une paupérisation relative (et parfois absolue) des salariés par rapport aux actionnaires.

Le second levier pour maximiser les bénéfices est tout aussi redoutable : l'organisation à grande échelle de l'évasion fiscale avec notamment le recours massifs aux paradis fiscaux : « parmi leurs filiales déclarées, les entreprises du CAC 40 détiennent 1 454 filiales dans les paradis fiscaux en 2016, soit 20% de plus qu'en 2008 ». Les conséquences sont connues, la perte pour l'État se traduira par des coupes budgétaires et la dégradation des services publics.

Non seulement la stratégie des grands groupes fragilise la société mais, en privilégiant le rendement financier immédiat au détriment de l'investissement, c'est la pérennité même des sociétés

qui s'en trouve fragilisée : « en 2011 par exemple, alors que les bénéfices étaient en baisse de plus de 10%, les entreprises du CAC 40 ont augmenté les dividendes versés aux actionnaires de plus de 15% (+5,9 milliards d'euros) et sacrifié leur capacité à investir en la diminuant de plus de 38% (-17 milliards d'euros) ».

Au-delà de cette année de la prédation, l'équilibre entre dividendes et réinvestissement sur la période 2009-2016 s'établit à 71% pour la rémunération du capital contre 29% à l'investissement. A titre de comparaison, au début des années 1980, la situation était exactement inverse, puisque les dividendes représentait la moitié de l'investissement. Loin d'être des locomotives tant vantés par la Macronie, ces « premiers de cordées » sont en fait des boulets pour ne pas dire des parasites de la société.

UNE PAUVRETÉ INQUIÉTANTE

Le parallèle de l'enquête Oxfam avec l'autre étude parue cette semaine, celle de l'Observatoire des Inégalités, est plus que saisissant : la pauvreté augmente chez les plus jeunes mais n'épargne pas

les plus âgés. Ce constat est en soi un réquisitoire accablant contre les politiques menées depuis des décennies et dessine les contours d'une société qui, sciemment, abandonne les plus jeunes et les plus fragiles.

« Le nombre d'enfants de pauvres et de jeunes adultes modestes a augmenté de 700.000 depuis 2004, soit +36% » constate le rapport. Phénomène aggravant, le seuil de pauvreté retenu est celui de 50% du niveau de vie médian, critère que retenait la France jusqu'en 2008, avant d'établir ce taux à 60% comme l'ensemble de l'Union Européenne. Dit autrement, avec les normes actuelles, les chiffres indiqués sur les courbes ci-dessous seraient bien plus importants, en appliquant le taux désormais en vigueur.

Non seulement plus d'1,5 million de mineurs sont concernés mais « la pauvreté frappe aussi durement les jeunes adultes (de 18 à 29 ans), catégorie d'âge pour laquelle la progression a été la plus forte : leur taux de pauvreté a augmenté de 8% à 12,5% entre 2004 et 2015 ».

Pour les plus âgés, si la pauvreté tend à diminuer chez les septuagénaires,

elle augmente significativement dans la tranche 60-69 ans. Cette situation devrait s'aggraver dans les années à venir, au fur et à mesure que des générations ayant connu des périodes de chômage et victimes des contre-réformes sur les retraites cesseront leurs activités.

Face au discours publicitaire du gouvernement sur la « cordée » qui tire l'ensemble de la société, c'est au contraire un phénomène de ciseaux qu'indiquent les différentes statistiques à disposition. D'un côté une minorité insatiable qui s'enrichit toujours davantage, de l'autre la dégradation pour des millions de personnes : telle est la situation. Une raison supplémentaire pour participer à toutes les initiatives visant à porter un coup d'arrêt aux politiques gouvernementales, et réussir une véritable « marée populaire » le 26 mai dans la rue.

O GUILLAUME LIÉGARD